

*Le budget*

continuent de l'être. Cela signifie que les provinces devront payer davantage.

Ils sont incapables d'admettre, ou peut-être de comprendre, qu'on transfère non seulement des fonds mais aussi des points d'impôt, qui ne rapportent pas beaucoup.

• (1230)

**M. Dick:** Non?

**M. Duhamel:** Non, et je vous mets au défi d'en discuter publiquement.

**M. Dick:** Je voudrais bien en avoir quelques-uns.

**M. Duhamel:** On ne veut pas reconnaître que certaines provinces croissent rapidement, ce qui entraîne des hausses de coûts.

Votre injustice envers un autre ordre de gouvernement me consterne. Si vous avez le courage de vos convictions, je pourrais organiser un débat entre M. Peterson ou M. Nixon et vous-même pour déterminer qui a raison.

Le député et certains de ses collègues ont mentionné les choix qu'ils ont dû faire et laissé entendre que ceux-ci avaient été difficiles. Examinons quelques-uns de ces choix: la Défense nationale, une hausse de 5 p. 100; le SCRS, une augmentation de 20 p. 100.

**M. Dick:** Si vous parlez d'une hausse, vous devriez aussi considérer le plafonnement comme une hausse. Il s'agit du même 5 p. 100.

**M. Duhamel:** Ce n'est pas la même chose. Vous n'avez rien compris. J'en suis stupéfait, mais nous pouvons en discuter si vous voulez.

Comment se fait-il que vous ayez décidé de réduire les transferts au titre de la santé et de l'éducation mais de hausser de 5 p. 100 le budget de la défense et de 20 p. 100 celui du SCRS? Ne craignez-vous pas que ces compressions dans les secteurs de la santé et de l'éducation nuiront aux jeunes, aux personnes âgées, aux malades, aux anciens combattants, aux femmes, aux autochtones et aux régions?

Ne conviendrez-vous pas avec moi—et je n'ai pas l'intention d'employer ici un langage antiréglementaire, mais bien d'être très gentil—que ces décisions témoignent d'une certaine lâcheté, car ce n'est pas faire preuve d'une grande force de caractère que de s'en prendre aux enfants, aux personnes âgées, aux malades, aux femmes, aux autochtones, aux anciens combattants, aux personnes qui ne sont pas bien représentées et à celles qui habitent de petites localités? Ne conviendrez-vous pas que ces

décisions sont le fait de personnes qu'on peut facilement qualifier de mauviettes?

**M. Dick:** Monsieur le Président, cela me réjouit beaucoup de constater que le député reconnaît que les libéraux ont toujours été des mauviettes, car ils ont compliqué la vie de tous les défavorisés au Canada. Ils se sont laissés aller à des dépenses tellement effrénées et tellement folles que si nous n'y avions pas mis le holà depuis les cinq années et demie que nous sommes au pouvoir et pour les trois prochaines, ces personnes auraient été encore plus défavorisées à l'avenir.

Je me permets d'apporter ici des précisions. C'est le gouvernement ontarien qui a haussé ses dépenses de 9,5 p. 100 et qui continue de les hausser, étant le plus inflationniste de tous les gouvernements provinciaux. L'Ontario affiche un taux de chômage de 3,8 p. 100, de 4,2 p. 100 dans la région de Niagara, et certains emplois ne trouvent même pas preneurs là-bas par suite du fort taux d'emploi qui y règne. Cette province continue à injecter de plus en plus d'argent dans le système, ce qui amène la Banque du Canada à hausser les taux d'intérêt pour essayer de contrer les poussées inflationnistes qui nuisent à Terre-Neuve, à l'Île-du-Prince-Édouard et au nord de la Saskatchewan. Les libéraux ne se soucient pas de cela. Tout ce qui les intéresse, ce sont les villes. Cela a d'ailleurs toujours été la seule préoccupation des gouvernements libéraux.

Le député a parlé d'une hausse de 5 p. 100. Nous avons réduit les dépenses de 280 millions de dollars pour les deux prochaines années dans le secteur de la défense, je pense, et nous leur avons imposé un plafonnement de 5 p. 100 qui bloquera l'inflation. Ce plafond de 5 p. 100 vaut aussi pour le Régime d'assistance publique du Canada. Cela couvre l'inflation pour l'Ontario, la Colombie-Britannique et l'Alberta.

**M. Duhamel:** La santé et l'enseignement.

**M. Dick:** Le député oublie qu'en 1977, lorsque les libéraux étaient au pouvoir, les provinces ont échangé deux points de taxation contre le rattachement de l'enseignement au financement des programmes établis. Ça ne veut plus dire la même chose. Le financement n'est plus lié. Treize ans plus tard, les provinces voudraient bien que ce soit encore lié, mais on leur a dit à une époque qu'elles pouvaient dépenser l'argent à construire des routes, si elles voulaient. Elles pouvaient construire des hôpitaux, ou financer l'enseignement, mais rien ne les y obligeait. Le lien n'existe plus, en raison du changement apporté par les libéraux en 1977.